

plus sensiblement par l'immigration dans le Haut-Canada, et qu'elle augmente plus rapidement dans le Bas-Canada par son accroissement naturel ; quand l'émigration de nos compatriotes aux États-Unis a cessé ; quand les meilleures terres du Haut-Canada sont occupées et que le territoire du Bas-Canada commence à peine à s'ouvrir, je ne vois pas pourquoi nous nous hâterions tant d'abandonner la lutte que nous avons faite avec tant de succès jusqu'ici pour accorder, sans raison, la représentation basée sur la population. Et voici à ce sujet ce que disait, dans le même rapport, l'hon. secrétaire-provincial actuel, — dont les paroles confirment parfaitement mon avancé : —

“ Dans le Bas-Canada, les terres vendues en 1862 ont atteint un chiffre d'un peu plus du double de la quantité vendue dans le Haut-Canada. Les découvertes de mines de cuivre et autres dans les cantons de l'Est, et l'ouverture de meilleures voies de communication, ont causé une affluence de population considérable dans cette partie du Bas-Canada, et une augmentation correspondante dans la demande de terres publiques disponibles. Les nouveaux arpentages faits sur le versant sud des hauteurs qui bordent le St. Laurent, entre Montréal et Québec, ont développé une quantité très considérable de bonnes terres, qui sont rapidement prises.”

Voici la conséquence de ce fait signalé par le commissaire des terres de la couronne de cette époque : c'est que si les terres puques ne se vendent qu'à des colons, du moment que l'on établit que la quantité de terres vendues dans le Bas-Canada est double de celles vendues dans le Haut-Canada, je suis en droit de conclure que l'étendue dénichée est réellement double, et comme conséquence nécessaire que la population doit augmenter dans la même proportion. De là je conclus que la question de la représentation basée sur la population tend chaque jour à se résoudre d'elle-même. Ainsi, voici un homme que l'on ne peut certainement pas accuser de partialité pour le Bas-Canada, et dont on ne contestera pas les connaissances approfondies, qui déclare officiellement que nous augmentons dans une beaucoup plus grande proportion que le Haut. Et c'est au moment où nous sommes sur le point de nous maintenir sur la brèche que nous allons céder le terrain et abandonner la lutte ! Nos jeunes gens émigraient aux États-Unis, il y a quelques années, parce que nous n'avions pas de chemins de colonisation pour leur ouvrir les forêts du Bas-Canada, comme nous en avons aujourd'hui. Et pourquoi n'en

avons-nous pas ? Parce que, jusqu'à tout dernièrement, le ministère des terres de la couronne, de même que celui de l'agriculture et de l'immigration, ont toujours été confiés aux membres Haut-Canadiens de l'administration. Le Haut-Canada comprenait l'importance de ces départements pour le développement matériel de sa section du pays. Aussi toutes les améliorations se faisaient-elles dans l'Ouest, et toute l'immigration était-elle dirigée de ce côté. Aujourd'hui que l'on s'est aperçu des résultats de cette politique habilement tramée, la partie Bas-Canadienne du ministère s'occupe davantage de la colonisation de nos terres incultes, et nous voyons le clergé, de même que tous les hommes politiques et influents, seconder ses efforts. Nous avons des sociétés de colonisation partout, et le résultat de leur travail, c'est que les terres publiques sont prises et occupées à mesure qu'on les arpente, et que les colons devancent même très souvent les routes que le gouvernement fait ouvrir à travers la forêt. Ces faits sont assez importants pour mériter notre sérieuse considération, d'autant plus que le rapport de l'hon. secrétaire-provincial appuie sur certains points les faits que je signale. Les familles canadiennes, aujourd'hui aux États-Unis, sont heureuses de revenir parmi nous pour développer les ressources de notre territoire, et si le gouvernement, au lieu de faire des changements constitutionnels, établissait un vaste système de colonisation, et attirait ici nos compatriotes des États de l'Union Américaine ainsi qu'une immigration européenne congénère, nous n'aurions pas besoin de nous occuper des changements politiques qu'on nous propose, et dont le but évident est l'anéantissement de notre influence en Amérique. (Écoutez !) Le but du projet de confédération, au point de vue du ministère, est la formation d'un vaste empire limité par l'Océan Pacifique d'un côté, par l'Océan Atlantique de l'autre, au sud par l'Union Américaine et s'étendant jusqu'au pôle nord, laissant à l'ouest l'Amérique Russe. Certes, ce projet est grandiose, est magnifique, et est bien fait pour exciter l'ambition des hommes les plus marquants de l'Amérique Britannique du Nord. L'opposition comprend parfaitement le noble but des promoteurs de cette confédération que l'on veut établir sur une base monarchique, — en opposition à l'Union Américaine basée sur le principe démocratique et républicain ; — mais l'opposition comprend aussi que cette